

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

DIRECTION DE CABINET

DIRECTION GENERALE DU BUDGET



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Unité – Dignité – Travail

125 OCT 2019

**RAPPORT D'EXECUTION BUDGÉTAIRE DU
TROISIEME TRIMESTRE 2019**

Le présent rapport fait le point de l'exécution du budget de l'Etat du troisième trimestre 2019. Il s'inscrit dans les obligations de la transparence et de redevabilité des autorités financières à l'égard des responsables politico-administratifs, des partenaires techniques et financiers, ainsi que des contribuables.

Il expose et analyse les informations sur les finances publiques en général et revient sur l'exécution du budget de l'Etat à fin septembre 2019, en particulier.

Il est structuré autour des points suivants :

- **Le contexte d'élaboration de la loi de finances rectificative 2019 ;**
- **L'exécution du budget à fin septembre 2019 ;**
- **Les perspectives.**

I. LE CONTEXTE D'ELABORATION DU COLLECTIF BUDGETAIRE 2019

Le Gouvernement a fait adopter par le parlement une Loi de Finances Rectificative au mois de juillet 2019. Cette révision du budget initial 2019 s'impose à cause des faits majeurs suivants :

- la nécessité de prendre en compte la loi de programmation militaire intervenue après l'adoption de la loi de finances pour l'exercice 2019 ;
- la révision à la hausse du crédit alloué pour les élections 2020-2021 ;
- l'évaluation et la prise en compte des besoins réels de fonctionnement des départements ministériels nouvellement créés et des organes mis en place en application de l'accord politique de paix et de réconciliation en Centrafrique du 06 février 2019 ;
- la prise en compte des axes stratégiques issus de la déclaration de Politique Générale du Gouvernement ;
- la révision à la baisse des prévisions des ressources propres au titre de l'année 2019 en lien avec la mobilisation observée.

Le Budget de l'Etat pour l'exercice 2019 avait été élaboré dans un contexte marqué par :

- i) **Au plan international** : Selon les prévisions du Fonds Monétaire International, la croissance mondiale, qui a atteint 3,8% en 2017, devrait progresser de 3,9% tant en 2018 qu'en 2019, grâce à des conditions financières jugées favorables, ainsi que des répercussions bénéfiques intérieures et externes de la politique budgétaire expansionniste aux Etats-Unis. De plus, la croissance du PIB mondial serait portée par une accélération attendue dans les pays émergents et les pays en développement, appariée à une croissance résiliente dans les pays avancés. Toutefois, les conflits et les tensions géopolitiques continuent de faire peser des périls sur les perspectives économiques de plusieurs régions.
- ii) **Au plan national** : le taux de croissance du PIB serait de 5,0% en 2019 contre 4,3% en 2018, soit une augmentation de 0,7 point de pourcentage, due à la bonne performance vigoureuse des branches de la forêt et des BTP, de l'agriculture, des mines, des transports, du commerce et à une meilleure exécution des projets

d'investissements publics dans le cadre du Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix (RCPCA). Cette croissance serait accompagnée d'une maîtrise de l'inflation, avec un taux projeté en 2019 à 3,4% contre 4,0% en 2018. La poursuite de la mise en œuvre des mesures structurantes et innovatrices mises en œuvre par l'Administration Financière, permettra de renforcer les moyens de mobilisation des ressources et de renforcer les capacités de dépenses d'investissement de l'Etat.

Les travaux d'élaboration du collectif budgétaire 2019 ont été marqués par : i) la signature de l'accord politique de paix et de réconciliation en Centrafrique du 06 février 2019 qui constitue un préalable absolu pour le Gouvernement dans sa quête du rétablissement de la sécurité, de la restauration de l'autorité de l'Etat, du retour de la paix et de la cohésion sociale ; ii) par la dissolution et la formation d'une nouvelle équipe gouvernementale qui passe de 34 à 39 membres ; iii) la mise en place de certains dispositifs en application dudit accord politique ; iv) ainsi que la Déclaration de Politique Générale du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, en date du 29 avril 2019, devant les élus de la Nation.

Les grandes priorités du budget 2019 ainsi que du collectif budgétaire sont les suivantes :

- 1. le renforcement de la paix et la sécurité ;**
- 2. l'assainissement des finances publiques, la relance et le soutien à l'activité économique ;**
- 3. la politique et bonne gouvernance ; et**
- 4. les affaires sociales et les actions humanitaires.**

Le tableau ci-dessous présente les grandes masses du collectif budgétaire 2019.



Tableau n°1 : Prévisions de grandes masses de la loi de finances rectificative 2019 (en milliards de francs CFA)

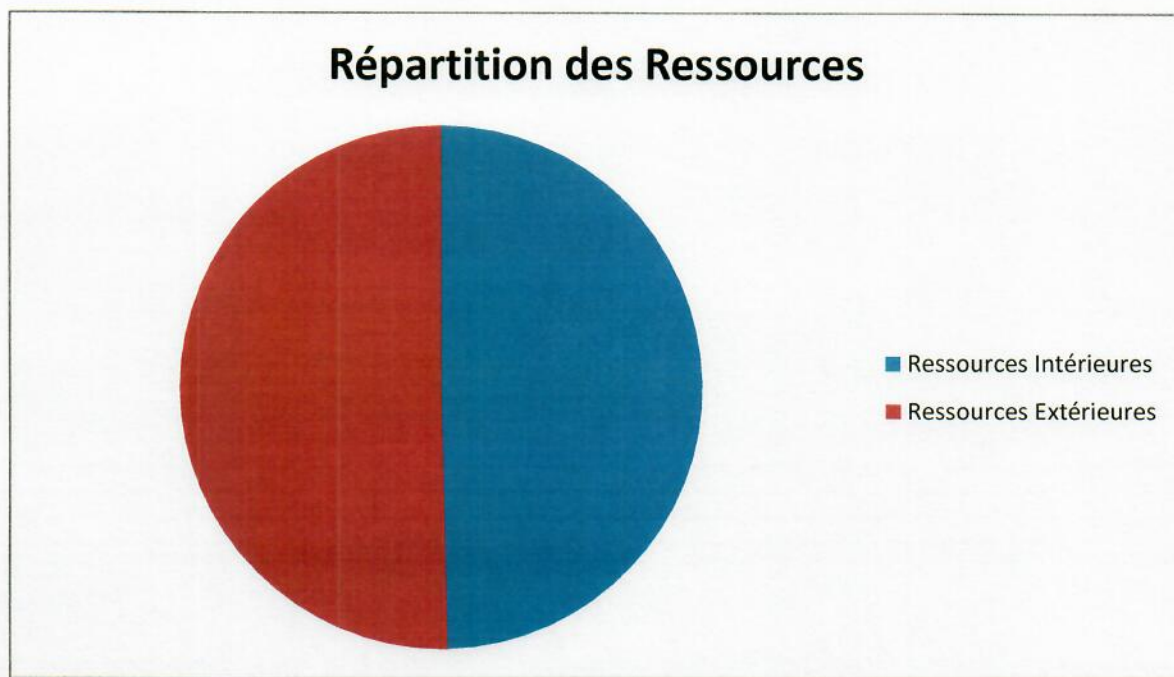
Libellés	Montants (en milliers de francs FCFA)
RESSOURCE TOTALES	281 851 456
Ressources Propres	139 926 319
<i>Douanes</i>	56 563 153
<i>Impôts</i>	66 983 747
<i>Trésor</i>	16 379 419
Ressources extérieures	141 925 137
Appuis budgétaires	77 600 000
Appuis projets	64 325 137
<i>Dons projets</i>	58 115 137
<i>Emprunts projets</i>	6 210 000
CHARGES TOTALES	262 494 593
Dépenses primaires	150 847 781
<i>Personnel</i>	63 473 193
<i>Biens et Services</i>	42 268 265
<i>Frais Financiers</i>	6 403 700
<i>Transferts et Subventions</i>	38 702 623
Dépenses d'investissement	93 079 542
<i>Sur ressources propres</i>	28 754 405
<i>Sur ressources extérieures</i>	64 325 137
Dépenses de rembours. De la Dette	18 567 270
Solde budgétaire	19 356 863

Source : LFR 2019

Une analyse des prévisions des ressources fait ressortir pour l'année 2019 une contribution au budget de l'Etat de l'ordre de 50% aussi bien des ressources propres que des ressources extérieures comme l'indique la figure ci-après

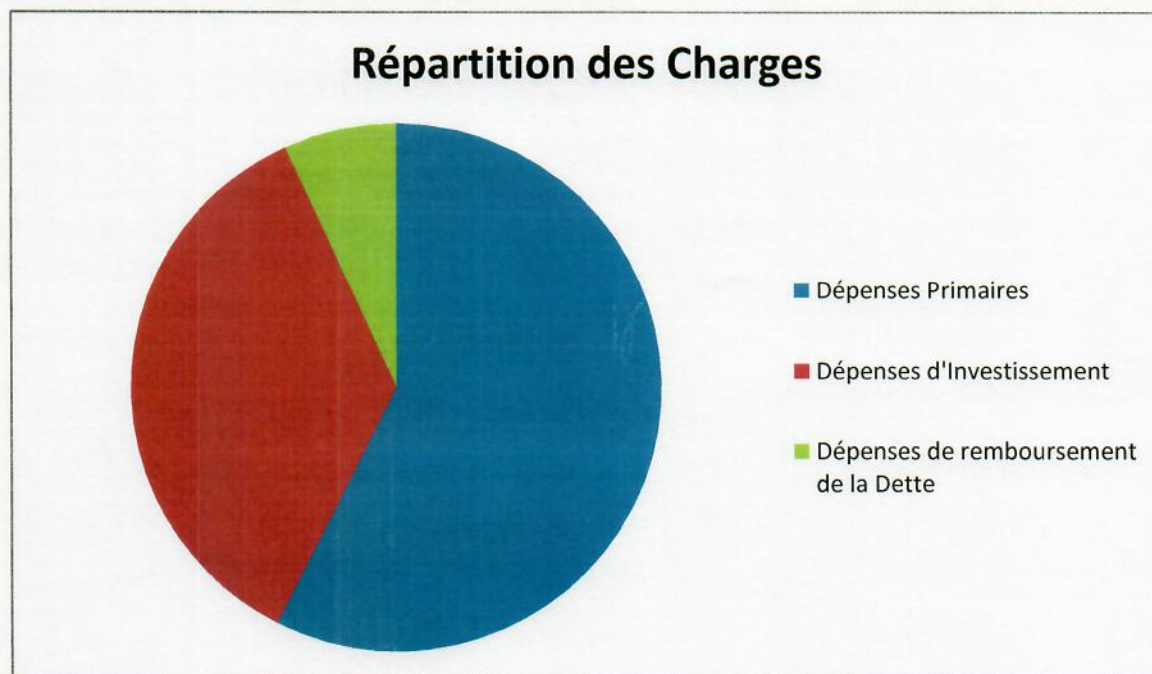


Figure 1 : Répartition des ressources



L'analyse des charges au titre de l'année 2019 fait ressortir que les dépenses primaires occupent une grande part, ensuite les dépenses d'investissement et enfin les dépenses de remboursement de la dette comme l'indique la figure ci-dessous.

Figure 2 : Répartition des Charges



II. Exécution du budget à fin septembre 2019

L'exécution du budget de l'Etat à fin septembre 2019 s'est déroulée dans un contexte économique peu favorable marqué par la signature de l'accord politique de paix et de réconciliation du 06 février 2019, la reprise des hostilités dans le Sud-Ouest avec pour conséquence la perturbation des activités. Toutefois, la signature de l'APPR et la mise en place notamment d'un nouveau Gouvernement ont contribué à faire baisser la tension.

Le niveau de mobilisation des ressources de l'Etat au 30 septembre 2019 s'est établi à 232,28 milliards de francs CFA pour une prévision de 281,85 Milliards de francs CFA, soit un niveau de réalisation de 82,41% expliqué par une forte mobilisation des ressources extérieures qui représentent 41,27% contre 41,17% des ressources domestiques. A la même période en 2018, il a été recouvré 185,55 milliards de francs CFA.

L'exécution des dépenses à fin septembre 2019 s'élèvent globalement à 164,40 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 262,49 milliards de francs CFA soit un taux de d'exécution de 62,63 %.


Les prévisions budgétaires par grandes masses du collectif 2019 sont présentées dans le tableau ci-dessous ainsi que les résultats de l'exécution à fin septembre. 

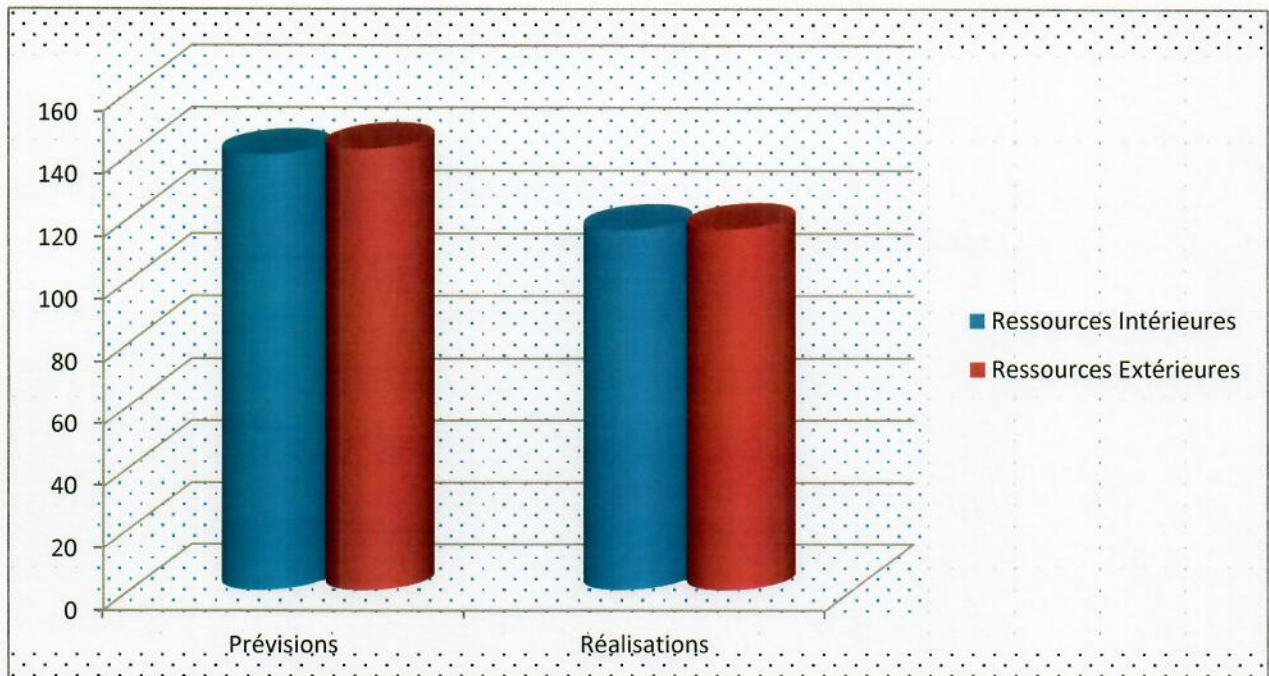
Tableau n° 2 : Prévisions de grandes masses et réalisations des recettes au 30 septembre 2019 (en milliers de francs CFA)

	Total réalisation au 3ème semestre 2018	Prévision Collectif 2019 [2]	Réalisation au premier semestre 2019 [3]	Réalisation au troisième trimestre 2019 [4]	Total réalisation au 3ème trimestre 2019 [5]=[3]+[4]	Taux de réalisation (en %) [6]=[5]/[2]
RESSOURCES	185 163 516	281 851 456	169 763 043	62 518 372	232 281 415	82,41%
Ressources intérieures	114 143 212	139 926 319	72 454 332	43 501 252	115 955 584	82,87%
Ressources propres	81 168 212	139 926 319	59 310 332	29 090 252	88 400 584	63,18%
Douanes	39 132 162	56 563 153	27 400 797	11 497 189	38 897 986	68,77%
Impôts	41 385 795	66 983 747	30 424 838	16 623 737	47 048 575	70,24%
Trésor	650 255	16 379 419	1 484 697	969 326	2 454 023	14,98%
Emprunts	32 975 000	-	13 144 000	14 411 000	27 555 000	
Emprunts (Bon du Trésor)	14 975 000	-	13 144 000	-	13 144 000	
Emprunts (FMI et autres)	18 000 000	-		14 411 000	14 411 000	
Ressources extérieures	71 020 304	141 925 137	97 308 711	19 017 120	116 325 831	81,96%
Appuis budgétaires	31 053 000	77 600 000	58 908 000	-	58 908 000	75,91%
Appuis projets	39 967 304	64 325 137	38 400 711	19 017 120	57 417 831	89,26%
Dons projets	36 928 656	58 115 137	37 928 387	19 017 120	56 945 507	97,99%
Emprunts projets	3 038 648	6 210 000	472 324	-	472 324	7,61%
CHARGES	157 999 767	262 494 593	72 742 591	91 657 435	164 400 026	62,63%
Dépenses primaires	92 215 618	150 847 781	65 880 346	37 863 810	103 744 156	68,77%
Personnel	43 440 184	63 473 193	30 143 171	15 432 489	45 575 660	71,80%
Biens et services	28 800 237	42 268 265	21 706 100	11 241 911	32 948 011	77,95%
Frais financiers	113 999	6 403 700		0	0	0,00%
Transferts et subventions	19 861 198	38 702 623	14 031 075	11 189 410	25 220 485	65,16%
Dépenses d'investissement	48 421 167	93 079 542	6 862 245	53 504 398	60 366 643	64,85%
Sur ressources propres	8 453 863	28 754 405	6 862 245	7 092 214	13 954 459	48,53%
Sur ressources extérieures	39 967 304	64 325 137		46 412 184	46 412 184	72,15%
Dépenses de rembours. de la dette	10 000 982	18 567 270		289 227	289 227	1,56%
Dettes intérieures			-	0	-	
Dettes extérieures			-	0	-	
Arriérés payés	7 362 000				-	
Solde budgétaire global	27 163 749	19 356 863	97 020 452	- 29 139 063	67 881 389	

Sources: DGB, DGTCP, DGDDI, DGID, MEPC (DGPE)

A fin septembre 2019, le niveau de réalisation des ressources internes qu'externes est presque identique comme le présente la figure ci-après.

Figure 3: Previsions/ Réalisations des ressources internes et ressources externes



II.1. Situation des ressources mobilisées

II.1.1. Ressources intérieures

Les ressources intérieures sont composées des ressources propres et des emprunts notamment les Bons du Trésor :

a) Ressources propres

Les ressources mobilisées à fin septembre 2019 sont de l'ordre de 88,40 milliards de francs CFA soit un taux de réalisation de 63,18% sur une prévision annuelle de 139,93 milliards de francs CFA. Comparée à la même période pour l'année 2018, la mobilisation des ressources propres connaît une hausse de 8,91%.

Cette hausse est justifiée par les efforts fournis par la Direction Générale des Impôts et des Domaines. La DGID au cours de cette période a réalisé 47,04 milliards de francs CFA contre 41,38 milliards de francs CFA en 2018 soit une augmentation de 13,68%

Le tableau ci-dessous présente la situation des recettes propres mobilisées à fin septembre 2019 :

Tableau n° 3 : Répartition des recettes par structure de recouvrement à fin septembre 2019 (en milliers de francs CFA)

(En milliers de francs CFA)	Total réalisation à fin septembre 2018	Prévision du collectif 2019	Total réalisation au 1er trimestre 2019	Total réalisation au 2ème trimestre 2019	Total réalisation au 3ème trimestre 2019	Total réalisation à fin septembre 2019	Taux de réalisation à fin septembre 2019
Douanes	39 132 162	56 563 153	12 838 456	14 562 341	11 497 189	38 897 986	68,77%
Impôts	41 385 795	66 983 747	14 430 558	15 994 280	16 623 737	47 048 575	70,24%
Trésor	650 255	16 379 419	509 229	975 468	969 326	2 454 023	14,98%
Total	81 168 212	139 926 319	27 778 243	31 532 089	26 636 229	88 400 584	63,18%

Sources: DGDDI, DGID et DGTCP

La situation par régie se présente de la manière suivante :

➤ **La Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)**

A fin septembre 2019, la DGDDI a mobilisé 38,90 milliards de francs CFA soit un taux de réalisation de 68,77%, des prévisions annuelles, Alors qu'à la même période en 2018, la DGDDI a mobilisé 39,13 milliards de francs CFA. Il en résulte que le niveau de recouvrement a régressé de 0,60% par rapport à l'année précédente.

La réalisation des douanes par nature de recettes sont retracées dans le tableau ci-dessous.

Tableau n° 4 : Répartition des recettes par nature réalisées par la DGDDI

Nature de recettes (En milliers de francs CFA)	Total réalisation à fin septembre 2018	Prévision du collectif 2019	Total réalisation au 1er trimestre 2019	Total réalisation au 2ème trimestre 2019	Total réalisation au 3ème trimestre 2019	Total réalisation à fin septembre 2019	Taux de réalisation à fin septembre 2019
Recettes fiscales	33 465 764	46 149 006	11 399 223	11 371 840	8 024 943	30 796 006	66,73%
Droits de sorties	705 834	1 309 491	36 749	279 627	455 829	772 205	58,97%
Amendes et pénalités	335 033	487 044	52 526	129 134	184 032	365 692	75,08%
Recettes affectées	3 871 718	7 219 036	734 437	2 382 084	2 842 998	5 959 519	82,55%
Recettes sur exercices antérieurs	88 931		297 840		- 297 840	-	
Autres recettes	664 882	1 398 576	317 681	399 656	287 227	1 004 564	71,83%
Total	39 132 162	56 563 153	12 838 456	14 562 341	11 497 189	38 897 986	68,77%

Source : DGDDI

La contreperformance de la DGDDI a été influencée par :

- le fort volume des exonérations accordées aux partenaires, constituant ainsi des manques à gagner pour l'Etat;

- la baisse du volume des importations en provenance de Douala suite à la fermeture temporaire des frontières Centrafricano-camerounaises, causée par les agissements des groupes armés opérant à l'Ouest ;
- la mise en œuvre des dispositions de la Loi de Finances relative aux droits d'accises et des taxes additionnelles sur le vin, liqueur et cigarette.

Afin d'intensifier la mobilisation des recettes douanières, la DGDDI compte poursuivre la mise en œuvre des actions contenues dans son plan d'action, notamment:

- le renforcement des capacités des agents de la Douane ;
- le renforcement de la chaîne de dédouanement ;
- la maîtrise des flux d'importation et d'exportation des marchandises ;
- la lutte contre la fraude.

➤ La Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID)

A fin septembre 2019, la DGID a recouvré un montant de 47,05 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 66,98 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 70,24%. Comparativement à la même période un an plutôt, les recettes collectées ont progressé de 13,68%

Le tableau suivant met en exergue le niveau de performance réalisée par la DGID à fin septembre 2019 :

Tableau n° 5 : Situation des recettes de la DGID à fin septembre 2019.

Nature de recettes (<i>En milliers de francs CFA</i>)	Total réalisation à fin septembre 2018	Prévision du collectif 2019	Total réalisation au 1er trimestre 2019	Total réalisation au 2ème trimestre 2019	Total réalisation au 3ème trimestre 2019	Total réalisation à fin septembre 2019	Taux de réalisation à fin septembre 2019
Recettes fiscales	35 866 539	58 074 780	12 520 803	14 041 095	13 616 379	40 178 277	69,18%
Recettes non fiscales	4 660 090	7 248 829	1 618 489	1 706 607	1 098 455	4 423 551	61,02%
Recettes sur exercices antérieurs	93 422	559 965	124 755	102 722	359 717	587 194	104,86%
Produits divers et exceptionnels	765 744	1 100 173	166 511	143 856	1 549 186	1 859 553	169,02%
Total	41 385 795	66 983 747	14 430 558	15 994 280	16 623 737	47 048 575	70,24%

Source : DGID



➤ La Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique

A fin septembre 2019, la DGTCP a mobilisé au total 2,45 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 16,38 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 14,98% largement en deçà de l'objectif à atteindre.

En dépit de ce faible taux de réalisation, il est observé une hausse du niveau de recouvrement de l'ordre de 1,67 milliard de francs CFA, soit un taux de 215% par rapport à la même période de l'année précédente.

Il convient de souligner que la DGTCP n'a pu atteindre son objectif au cours de ces trois trimestres 2019 compte tenu du contexte économique difficile.

Le tableau ci-après retrace la situation de la mobilisation des ressources de la DGTCP à fin septembre 2019 :

Tableau n° 6 : Recettes réalisées par la DGTCP à fin septembre 2019

(en milliers de francs CFA)	Total réalisation à fin septembre 2018	Prévision du collectif 2019	Total réalisation au 1er trimestre 2019	Total réalisation au 2ème trimestre 2019	Total réalisation au 3ème trimestre 2019	Total réalisation à fin septembre 2019	Taux de réalisation à fin septembre
Recettes non fiscales	491 620	14 611 179	368 773	942 844	877 284	2 188 901	14,98%
Recettes sur exercices antérieurs		10 000	-				0,00%
Produits exceptionnels	262 520	1 728 240	140 456	32 624	32 907	205 987	11,92%
Produits financiers	25 713	30 000	-		59 135		0,00%
Total	779 853	16 379 419	509 229	975 468	969 326	2 454 023	14,98%

Source : DGTCP

b) Les emprunts

A fin septembre 2019, le montant des emprunts se chiffre à hauteur de 27,53 milliards de francs CFA constitués des Bons du Trésor (13,14 milliards de FCFA) ainsi que les Droits de Tirages Spéciaux (DTS) du FMI (14,41 milliards de FCFA).

II.1.2 Financement extérieur

A fin septembre 2019, la mobilisation de ressources extérieures se chiffre à hauteur de 116,33 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 141,92 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 81,96%. Ce montant est constitué des Appuis budgétaires (58,91 milliards de francs CFA) et des Appuis projets (57,42 milliards de francs CFA).

II.2 SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES

A fin septembre 2019 l'exécution des dépenses publiques a été réalisée dans un contexte marqué par la mise en place d'un Gouvernement inclusif suite à l'accord politique de paix et de réconciliation en République centrafricaine signé à Bangui le 06 février 2019, la déclaration de Politique Générale du Premier Ministre, Chef du Gouvernement en date du 29 avril 2019, la mise en œuvre progressive du principe de la délégation de la fonction de l'Ordonnateur Principal du Budget détenu à ce jour par le Ministre des Finances au profit des responsables sectoriels ainsi que les Présidents des Institutions de la République, le développement des nouveaux outils de gestion des finances publiques tels que le Cadre Sectoriel des Dépenses à Moyen Terme (CSDMT), la prise en compte des effets financiers des modifications du cadre institutionnel intervenu dans certains départements ministériels.

La partie suivante fait le point de l'exécution du budget de l'Etat en dépenses, base engagement au 30 septembre 2019, à partir des données de l'applicatif de gestion des dépenses publiques « GESCO ».

II.2.1 Analyse de l'exécution du budget de l'Etat par nature

Au 30 septembre 2019, la situation d'exécution du budget de l'Etat affiche un niveau d'exécution base engagement de 164,40 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de charges de 262,49 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 62,63 %, en deçà de la cible fixée à 75%.

Par rapport à la même période en 2018, les dépenses ont été exécutées base engagement à hauteur de 157,99 milliards de FCFA. Il en ressort pour 2019, soit en augmentation absolue de 6,41 milliards de FCFA.

Cette augmentation est justifiée par la prise en charge des besoins réels de fonctionnement des départements nouvellement créés dans le cadre de l'Accord Politique de Paix et de Réconciliation en RCA du 06 février 2019 ainsi que les représentants des groupes armés nommés à la Présidence de la République, à la Primature et certaines Institutions de la Républiques.

Comparées à la même période en 2018, les dépenses d'investissement sur ressources propres à fin septembre 2019, ont enregistré une légère amélioration passant de 8,45 milliards de FCFA un an plus tôt à 13,95 milliards FCFA, soit une augmentation de 65,09%.

La synthèse de l'exécution des dépenses au 30 septembre 2019 est consignée dans le tableau ci-après.



Tableau n° 7 : Situation de l'exécution des dépenses par titre budgétaire (en milliers de francs CFA)

	Total réalisation au 3ème semestre 2018	Prévision Collectif 2019 [2]	Réalisation au premier semestre 2019 [3]	Réalisation au troisième trimestre 2019 [4]	Total réalisation au 3ème trimestre 2019 [5]=[3]+[4]	Taux de réalisation (en %) [6]=[5]/[2]
CHARGES	157 999 767	262 494 593	72 742 591	91 657 435	164 400 026	62,63%
Dépenses primaires	92 215 618	150 847 781	65 880 346	37 863 810	103 744 156	68,77%
Personnel	43 440 184	63 473 193	30 143 171	15 432 489	45 575 660	71,80%
Biens et services	28 800 237	42 268 265	21 706 100	11 241 911	32 948 011	77,95%
Frais financiers	113 999	6 403 700		0	0	0,00%
Transferts et subventions	19 861 198	38 702 623	14 031 075	11 189 410	25 220 485	65,16%
Dépenses d'investissement	48 421 167	93 079 542	6 862 245	53 504 398	60 366 643	64,85%
Sur ressources propres	8 453 863	28 754 405	6 862 245	7 092 214	13 954 459	48,53%
Sur ressources extérieures	39 967 304	64 325 137		46 412 184	46 412 184	72,15%
Dépenses de rembours. de la dette	10 000 982	18 567 270		289 227	289 227	1,56%
Dettes intérieures			-	0	-	
Dettes extérieures			-	0	-	
Arriérés payés	7 362 000				-	
Solde budgétaire global	27 163 749	19 356 863	97 020 452	- 29 139 063	67 881 389	

Source : DGB (GES'CO)

a) Dépenses primaires

Au 30 septembre 2019, le montant des dépenses courantes exécutées base engagement se chiffre à 103,74 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 150,85 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 68,77 %.

i) Dépenses du personnel

Les dépenses de personnel à fin septembre 2019 affiche un niveau d'exécution base engagement de l'ordre de 45,58 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 71,80 % contre 71,67% à la même période en 2018, pour un montant de 43,44 milliards de francs CFA.

Comparativement en 2018, on constate une légère augmentation de la charge du personnel. Cette augmentation se justifie par la prise en charge de certaines personnalités politiques

nommées à la Présidence de la République, à la Primature et dans certaines Institutions de la République, suite à l'Accord Politique de Paix et de la Réconciliation en République Centrafricaine du 06 février 2019.

ii) Dépenses des biens et services

Au 30 septembre 2019, le montant engagé des dépenses des biens et services s'élève à 32,95 milliards de FCFA, sur une dotation de 42,27 milliards de FCFA soit un taux d'engagement de 77,95% contre 100,94% à la même période en 2018.

Comparativement au niveau d'engagement au 30 septembre 2018, le montant des dépenses des biens et services engagé à fin septembre 2019 a enregistré une hausse de 4,15 milliards de FCFA, correspondant à un taux d'accroissement de 14,41 %.

Cette hausse est due à l'intérêt croissant des fournisseurs à exécuter les commandes de l'Etat, suite aux différentes mesures prises par le Gouvernement pour réduire le stock des arriérés intérieurs et pour apurer le niveau des dettes commerciales intérieures.


La prise en compte des besoins de fonctionnement des départements ministériels nouvellement créés et d'autres organes mis en place en application de l'accord politique de paix et de réconciliation en Centrafrique du 06 février 2019 a aussi contribué à l'amélioration du taux d'exécution des biens et services.

Par ailleurs, il y a lieu de souligner que la mise en œuvre des différentes réformes prévues dans les nouveaux textes, encadrant la gestion des finances en République Centrafricaine a également permis l'amélioration du niveau d'exécution des dépenses de l'Etat. Il s'agit plus particulièrement de :

- la mise en œuvre progressive de la délégation de la fonction d'ordonnateur par la dévolution des phases d'engagement et de liquidation des dépenses aux ministères sectoriels ;
- la nomination des contrôleurs financiers auprès des ministères sectoriels bénéficiaires de la délégation progressive de la fonction d'ordonnateur;
- la création d'une plate-forme de saisie des engagements et des liquidations, dédiée aux ministères sectoriels concernés ;
- le développement des nouveaux outils de gestion des finances publiques, en occurrence les plans d'engagement, de passation des marchés et de trésorerie.

iii) Dépenses de transferts et de subventions

Au 30 septembre 2019, le montant des dépenses de transferts et subventions exécutées se chiffre à 25,22 milliards de FCFA, sur une dotation annuelle de 38,7 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 65,16% contre 79,25% en 2018.

Comparativement à la même période en 2018, le montant des dépenses de transferts et subventions a enregistré une augmentation de 5,36 milliards de FCFA, soit un taux d'augmentation de 26,99%. 

Cette hausse est liée à la prise en charge des diverses subventions accordées par l'Etat aux autres unités administratives, aux paiements réguliers des pensions et bourses et à la fréquence régulière des évacuations sanitaires ainsi que la prise en charge des contributions aux institutions sous régionales et internationales.

b) Dépenses d'investissement

Au 30 septembre 2019, le montant global engagé des dépenses d'investissement s'élève à 13,95 milliards de FCFA sur une prévision annuelle de 28,75 milliards de FCFA hors financement extérieur, soit un taux de réalisation de 48,53%.

Comparativement à la même période en 2018 dont le montant était de 8,45 milliards de FCFA, il est constaté une nette amélioration de 5,5 milliards de FCFA.

Cette augmentation du taux d'exécution durant la période sous-revue se résumant aux raisons suivantes :

- la maîtrise des procédures d'exécution des dépenses par les gestionnaires de crédits ;
- la déconcentration de la fonction du Contrôleur Financier ;
- l'approbation à temps des plans prévisionnels de passation de marchés des institutions de la République et des départements sectoriels.

c) Dépenses de remboursement de la dette

Le montant de la prévision pour le remboursement de la dette au titre du collectif budgétaire de l'année 2019 s'élève globalement à 18,57 milliards de FCFA.

A fin septembre 2019, seulement 0,29 milliard de FCFA a été régularisé par la Direction Générale du Budget au titre de remboursement de la dette, soit un taux d'exécution de 1,56%.

Les dépenses de remboursement sont des dépenses payées sans ordonnancements préalables. Leur règlement se fait soit par débit d'office ou à travers l'échéancier de la dette, avant qu'intervienne les opérations de régularisation, par la Direction Générale du Budget.

d) Solde Budgétaire Global (SBG)

La réalisation budgétaire au troisième trimestre 2019 fait dégager un déficit du solde budgétaire global de l'ordre de 29,14 milliards de FCFA. Ce résultat est la résultante de la prise en charge des besoins réels de fonctionnement des départements et institutions nouvellement créés dans le cadre de l'Accord Politique de Paix et de Réconciliation en République Centrafricaine ainsi les différentes personnalités issues des groupes armés qui, sont nommées à la Présidence de la République, à la Primature ainsi bien d'autres Institutions de la République.

Toutefois, le cumul des réalisations à fin septembre 2019 fait dégager un excédent du solde budgétaire global de l'ordre de 67,88 milliards de FCFA.

II.2.2 Les dépenses exécutées par Ordre de Paiement (OP)

Au 30 septembre 2019, le cumul des dépenses exécutées en procédures exceptionnelles affiche un montant global de 5,35 milliards de francs CFA. Ce montant rapporté à la masse des dépenses initiales prévues dans la loi de finances rectificative 2019, isolé des dépenses de personnel et de remboursement de la dette, dégage un taux de réalisation de 3,97%.

Tableau n° 8: Dépenses exécutées en procédure exceptionnelle (OP) (en milliers de FCFA)

Nature des dépenses	Prévision Collectif 2019	Exécution OP au 1er Semestre 2019	Exécution OP au 3e Trimestre 2019	Cumul au 3ème Trimestre 2019	Montant des dépenses régularisées
Biens et services	42 268 265	2 796 129	1 612 317	4 408 446	1 216 875
Frais financiers	6 403 700				
Intervention	38 702 623	531 564	406 078	937 642	
Investissement	28 754 405				
Remboursement de la dette	18 567 270				
Total	134 696 263	3 327 693	2 018 395	5 346 088	1 216 875

Source : DGB (GES' Co)

Le montant des dépenses exécutées par procédure exceptionnelle non apuré s'élève à 4,13 milliards de FCFA et représente 5,7% des dépenses totales engagées hors salaires et remboursement de la dette.

II.2.3 Les dépenses sociales

L'exécution des dépenses au profit des secteurs sociaux au 30 septembre 2019 affiche un montant de réalisation de 35,64 milliards de francs CFA pour une prévision annuelle de 58,51 milliards de FCFA soit un taux de réalisation de 60,91%.

Le taux d'exécution des dépenses du fonctionnement s'établit à 70,50%, l'intervention à 50,37% et l'investissement à 60,19%.

Comparativement aux années précédentes, on constate une meilleure nette amélioration des dépenses d'investissement. Les raisons qui expliquent cette amélioration des dépenses d'investissement sont entre autres ; l'engouement de certains partenaires techniques et financiers, qui ont mobilisé beaucoup plus de ressources au profit du ministère des affaires sociales ainsi que le ministère de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant.

Tableau n° 9 : Récapitulatif des dépenses au profit des secteurs sociaux

	Dotation Collectif 2019	Total dépenses engagées au 1er Semestre 2019	Total dépenses engagées au 3e Trimestre 2019	Cumul dépenses engagées au 3è trimestre 2019	Taux d'exécution au 1er Semestre 2019 (Eng)
Education	13 750 791	4 913 686	2 438 467	7 352 153	53,47%
Titre II: Fonctionnement	6 795 050	3 174 738	1 747 371	4 922 109	72,44%
Titre IV: Intervention	3 370 000	1 310 994	225 072	1 536 066	45,58%
Titre V: Investissement	3 585 741	427 954	466 024	893 978	24,93%
<i>Sur ressources propres</i>	1 525 741	324 605	225 880	550 485	
<i>Sur ressources extérieures</i>	2 060 000	103 349	240 144	343 493	
Santé	18 202 973	3 841 181	4 379 222	8 220 403	45,16%
Titre II: Fonctionnement	5 633 908	2 627 201	1 163 790	3 790 991	67,29%
Titre IV: Intervention	1 637 000	870 562	375 000	1 245 562	76,09%
Titre V: Investissement	10 932 065	343 418	2 840 432	3 183 850	29,12%
<i>Sur ressources propres</i>	904 699	303 539	208 743	512 282	
<i>Sur ressources extérieures</i>	10 027 366	39 879	2 631 689	2 671 568	
Affaires Sociales	6 174 338	3 959 447	2 566 784	6 526 231	105,70%
Titre II: Fonctionnement	131 000	76 272	8 768	85 040	64,92%
Titre IV: Intervention	1 170 560	214 311	217 500	431 811	36,89%
Titre V: Investissement	4 872 778	3 668 864	2 340 516	6 009 380	123,33%
<i>Sur ressources propres</i>	72 500	57 482	14 994	72 476	
<i>Sur ressources extérieures</i>	4 800 278	3 611 382	2 325 522	5 936 904	
Promotion de la Femme	1 419 270	3 948 924	887 687	4 836 611	340,78%
Titre II: Fonctionnement	139 750	54 555	22 736	77 291	55,31%
Titre IV: Intervention	35 000		-		0,00%
Titre V: Investissement	1 244 520	3 894 369	864 951	4 759 320	382,42%
<i>Sur ressources propres</i>	89 606	718 453	54 972	663 481	
<i>Sur ressources extérieures</i>	1 154 914	3 175 916	919 923	4 095 839	
Développement Rural	7 752 836	1 015 377	1 899 484	2 914 861	37,60%
Titre II: Fonctionnement	277 725	135 117	109 373	244 490	88,03%
Titre IV: Intervention	1 290 000	255 320	290 400	545 720	42,30%
Titre V: Investissement	6 185 111	624 940	1 499 711	2 124 651	34,35%
<i>Sur ressources propres</i>	1 522 214	173 567	574 974	748 541	
<i>Sur ressources extérieures</i>	4 662 897	451 373	924 737	1 376 110	
Energie	10 387 410	1 088 122	4 030 274	5 118 396	49,27%
Titre II: Fonctionnement	20 550	12 715	1 312	14 027	68,26%
Titre IV: Intervention	1 376 683	145 500	430 500	576 000	41,84%
Titre V: Investissement	8 990 177	929 907	3 598 462	4 528 369	50,37%
<i>Sur ressources propres</i>	492 538	79 954	18 683	98 637	
<i>Sur ressources extérieures</i>	8 497 639	849 953	3 579 779	4 429 732	
PME-PMI	279 309	145 528	104 175	249 703	89,40%
Titre II: Fonctionnement	26 450	18 696	1 562	20 258	76,59%

Titre IV: Intervention	155 000	75 000	75 000	150 000	96,77%
Titre V: Investissement	97 859	51 832	27 613	79 445	81,18%
<i>Sur ressources propres</i>	97 859	51 832	27 613	79 445	
<i>Sur ressources extérieures</i>			-		
Elevage et Santé Animale	545 782	-	421 758	421 758	77,28%
Titre II: Fonctionnement	55 095		67 152	67 152	121,88%
Titre IV: Intervention	395 858		265 000	265 000	66,94%
Titre V: Investissement	94 829		89 606	89 606	94,49%
<i>Sur ressources propres</i>	94 829		89 606	89 606	
<i>Sur ressources extérieures</i>			-		
Total Fonctionnement	13 079 528	6 080 598	3 120 502	9 221 358	70,50%
Total Intervention	9 430 101	2 796 687	1 803 472	4 750 159	50,37%
Total Investissement	36 003 080	9 889 452	11 699 702	21 668 599	60,19%
TOTAL GENERAL	58 512 709	18 766 737	16 623 676	35 640 116	60,91%

Source : DGB (GESCO)

II.2.4 Les dépenses spécifiques

Ces dépenses concernent les frais de transport et de mission et les frais d'évacuation sanitaire et d'hospitalisation. La spécificité de leur suivi se justifie par la sensibilité de leur gestion, la fréquence élevée de leurs sollicitations et la modicité des dotations allouées.

Au 30 septembre 2019, l'exécution des dépenses spécifiques montre que le taux moyen de réalisation de ces dépenses est de 90,79% % notamment les indemnités et transports pour les missions à l'étranger ainsi que les frais d'hospitalisation et transports pour les évacuations sanitaires. Ce taux a dépassé la cible de 75 % à atteindre au troisième trimestre.

Toutefois, on constate un épuisement total des frais de transport pour les missions à l'étranger ainsi que les frais d'hospitalisation en ce qui concerne les évacuations sanitaires. Cette situation est la résultante du faible niveau des dotations budgétaires face à la forte sollicitation de prise en charge des besoins en termes des missions à l'étranger et des évacuations sanitaires.

III. Les Perspectives

Afin d'atteindre les objectifs qui leurs sont assignés en termes de mobilisation des ressources domestiques pour les trois mois restant de l'année, les différentes régies doivent mettre en place des stratégies claires et précises conformément aux recommandations du Fonds Monétaire International (FMI) lors de la sixième revue de la Facilité Elargie de Crédit (FEC).

Dans cette optique, la DGDDI a un gap de 17,66 milliards à combler au cours des trois derniers mois de l'année 2019. De même, la DGID doit recouvrer 19,93 milliards et la DGTCP afin de conjurer un gap de 13,93 milliards de FCFA pour les trois mois de l'exercice 2019.



En termes de perspectives d'actions, les différentes régies doivent consolider les acquis des années antérieures et poursuivre les actions entreprises au cours du premier semestre 2019.

En ce qui concerne la DGB, elle doit veiller à ce que les dépenses exécutées par la procédure exceptionnelle soient maintenues à un niveau soutenable.

De même, toutes les dépenses de remboursement de la dette et les frais financiers doivent être régularisées au fur et à mesure de la remontée des pièces justificatives par le Trésor.

25 OCT 2019



Alexis GUENENGAFO
Directeur Général du Budget